



**Arrêté du 29/07/2021**

**n°SEN/2021/07/29-124 portant prescriptions spécifiques à déclaration  
en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relatives au système d'assainissement de  
HAUX « Bas du Bourg » d'une capacité de 12 Kg/j de DBO<sub>5</sub>, soit 195 EH**

**La Préfète de la Gironde**

**VU** le code de l'environnement, notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le décret n°2020-828 du 30/06/2020 modifiant la nomenclature et la procédure en matière de police de l'eau ;

**VU** l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 révisé, relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 21/07/2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>, modifié par les arrêtés du 24/08/2017 et 30/07/2020 ;

**VU** les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne, approuvé le 01/12/2015 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°SEN/2012/12/05-79 en date du 05/12/2012 portant prescriptions spécifiques à déclaration, en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relatives au système d'assainissement de HAUX « Bas du Bourg » d'une capacité de 12 Kg/j de DBO<sub>5</sub>, soit 195 EH ;

**VU** l'avis réputé favorable du pétitionnaire concernant les prescriptions spécifiques ;

**CONSIDÉRANT** que le rejet des effluents traités de la station de traitement des eaux usées de HAUX « Bas du Bourg » s'effectue dans le ruisseau « L'Espelette » ;

**CONSIDÉRANT** que le ruisseau « L'Espelette » est un affluent du Lubert, lui-même affluent du Grand Estey, masse d'eau référencée FRFRT33\_10 « Le Grand Estey », classé en état écologique moyen et ayant un objectif de bon état chimique en 2021 et global en 2027, en application de la directive européenne cadre sur l'eau (DCE) du 23/10/2000 ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu du suivi milieu récepteur mis en place, le rejet de la station de traitement des eaux usées de HAUX « Bas du Bourg » n'a pas d'impact sur la qualité masse d'eau « Le Grand Estey » en aval du rejet de la station et qu'à ce titre les prescriptions de l'arrêté n°SEN/2012/12/05-79 en date du 05/12/2012 peuvent être modifiées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'imposer des prescriptions particulières à l'opération projetée, visant à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L211-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE PREMIER: Abrogation de l'arrêté préfectoral n°SEN/2012/12/05-79 du 05/12/2012**

Sont abrogées, dans leur intégralité, les dispositions de l'arrêté préfectoral n°SEN/2012/12/05-79 en date du 05/12/2012, portant prescriptions spécifiques à déclaration, relatives au système d'assainissement de HAUX d'une capacité de 12 Kg/j de DBO<sub>5</sub>, soit 195 EH.

### **ARTICLE 2 : Objet de la déclaration**

La commune de HAUX, désignée ci-après le pétitionnaire, dont l'adresse est Hôtel de Ville, 239 Grand Chemin, 33550 HAUX, est autorisée en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions énoncées aux articles suivants, à :

- procéder à l'exploitation du réseau de collecte de la commune de HAUX,
- procéder à l'exploitation de la station de traitement des eaux usées de HAUX « Bas du Bourg », d'une capacité de 195 EH, située sur la commune de HAUX, en vue de traiter les effluents provenant de la commune de HAUX,
- procéder au rejet des effluents traités dans le ruisseau « L'Espelette ».

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements ne rentrent pas dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

La rubrique 2.1.1.0. « Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales » définie à l'article R 214-1 du code de l'environnement n'est pas concernée par le présent arrêté car la capacité nominale de la station de traitement des eaux usées est inférieure à 12 kg de DBO<sub>5</sub>.

### **ARTICLE 3 : Prescriptions générales**

Le bénéficiaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté ministériel du 21/07/2015 modifié, visé ci-dessus, ou par des textes en vigueur plus récents.

#### **ARTICLE 4 : Prescriptions spécifiques**

Le bénéficiaire doit respecter les prescriptions spécifiques suivantes :

##### **4-1. Système de collecte des effluents bruts :**

Le réseau est de type séparatif.

La station d'épuration d'HAUX « Bas du Bourg » reçoit les eaux usées de la commune d'HAUX.

Aucun industriel n'est raccordé au système de collecte.

Il n'existe pas de déversoir d'orage ou dérivation éventuelle situé sur le réseau (point A1).

Le réseau est sensible aux introductions d'eaux claires météoriques.

Une étude diagnostique doit être programmée. Cette étude va permettre d'inventorier l'ensemble du patrimoine et de localiser les intrusions d'eaux parasites.

Conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié, un diagnostic du système d'assainissement (systèmes de collecte et de traitement) des eaux usées, doit être réalisé suivant une fréquence n'excédant pas 10 ans.

Le premier diagnostic doit être établi au plus tard le 31/12/2025.

##### **4-2. Caractéristiques du système de traitement des eaux usées :**

Le système de traitement des eaux usées se situe sur la commune de HAUX au sud ouest du Bourg, sur une partie des parcelles cadastrées numéros 150, 151, 243 et 244 section A de la commune de HAUX.

Le point de rejet se situe en rive gauche du ruisseau « L'Espelette » sur la parcelle 1312 section A.

Les coordonnées en Lambert 93 du dispositif d'assainissement sont :

	X (m) Lambert 93	Y (m) Lambert 93
Point de rejet	432 548	6 409 731
Système de traitement	432 648	6 409 770

La filière eau est un traitement par filtre à sable planté de roseaux à deux étages et à écoulement vertical. L'épuration des effluents est effectuée par un système de rhizomes et de racines de plantes dans un substrat associé à ces micro organismes.

Les sous-produits de prétraitement provenant du dégrilleur sont orientés vers une filière adaptée et agréée.

Il n'existe pas de déversoir de tête ou by pass sur la station de traitement des eaux usées.

L'ensemble des installations du système de traitement est délimité par une clôture et leur accès interdit à toute personne non autorisée.

##### **4-3. Niveau de rejet :**

En dehors des situations inhabituelles décrites à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié, le rejet du système de traitement des eaux usées doit respecter les valeurs indiquées dans le tableau 1.

Il ne doit pas contenir de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs. Son pH doit être compris entre 6 et 8,5 et sa température être inférieure à 25°C.

Les analyses sont effectuées sur échantillons filtrés, sauf pour l'analyse des MES.

Les échantillons moyens journaliers doivent respecter :

- soit les valeurs fixées en concentration,
- soit les valeurs fixées en rendement.

Paramètres	Concentration à ne pas dépasser	Rendement	Valeur rédhibitoire
DBO <sub>5</sub>	40 mg(O <sub>2</sub> )/L	90 %	70 mg(O <sub>2</sub> )/L
DCO	120 mg(O <sub>2</sub> )/L	85 %	400 mg(O <sub>2</sub> )/L
MES	35 mg/l	90 %	150 mg/L
NTK	30 mg/l	70 %	-
PT	10 mg/l	-	-

Le dépassement de ces valeurs fait l'objet d'une justification systématique auprès du service chargé de la police de l'eau.

Afin de juger de la performance de la station, le déclarant met en place un bilan d'autosurveillance tous les deux ans sur les paramètres suivants : Débit, MES, DCO, DBO<sub>5</sub>, NTK, NH<sub>4</sub>, NO<sub>3</sub>, NO<sub>2</sub> et PT.

Le débit nominal du rejet de la station de traitement des eaux usées est de 29,5 m<sup>3</sup>/j. Toutefois, le débit de référence pour l'établissement de la conformité annuelle du système d'assainissement correspond au PC95 des débits mesurés en entrée de station, si possible sur une période de 5 ans, sinon sur la période pour laquelle on dispose de ces données, jusqu'à l'année antérieure à l'année examinée..

#### **4-4. Jugement de conformité du système d'assainissement :**

Chaque année, le service en charge du contrôle vérifie la conformité du système d'assainissement, au cours de l'année précédente, au regard des réglementations qui lui sont applicables. Est ainsi établie la conformité ou la non conformité du système d'assainissement au regard de la directive européenne Eaux Résiduaires Urbaines (ERU) du 21/05/1991 d'une part et au regard de la réglementation locale, imposée par le présent arrêté préfectoral, d'autre part.

Le jugement de la conformité annuelle du système d'assainissement porte sur la collecte des effluents, les équipements du système de traitement et ses performances épuratoires.

#### **4-5. Production documentaire :**

Le maître d'ouvrage du système de collecte et de la station de traitement concernés rédige et tient à jour un cahier de vie, tel que défini à l'article 20 point II de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié.

Ce cahier de vie comporte a minima les éléments listés à l'article 20 point II de l'arrêté ministériel du 21/07/2015 modifié .

### **ARTICLE 5 : Modifications des prescriptions**

Si le bénéficiaire veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui examine la demande et statue si nécessaire par arrêté. Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

#### **ARTICLE 6 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initial doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger le dépôt d'une nouvelle déclaration ou d'une demande d'autorisation selon le seuil de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 7 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 8 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

#### **ARTICLE 9 : Publication et information des tiers**

Les copies du présent arrêté sont transmises à la mairie de HAUX, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations sont mises à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Gironde durant au moins 6 mois.

#### **ARTICLE 10 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant la juridiction administrative territorialement compétente, en application de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois par le bénéficiaire ou l'exploitant à compter de la notification de la décision et dans un délai de quatre mois par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés à l'alinéa précédent.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet << [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) >>.

**ARTICLE 11 : Exécution**

- Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le chef du service départemental de Gironde de l'Office Français de la Biodiversité,
- Monsieur le maire de la commune de HAUX,
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le 29/07/2021

Pour la préfète et par délégation,  
Le chef de la cellule qualité des eaux trame  
bleue



Emmanuel Dansaut